

## ARRETE DU PRESIDENT

### POISY - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET ET DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU POUR LE SITE EUROVIA

Le Président du Grand Annecy,

Publiée le

21 FEV. 2020

Déposée en  
Préfecture le

21 FEV. 2020

Exécutoire le

21 FEV. 2020

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-41-3 énonçant que les compétences transférées par les communes aux établissements publics existant avant la fusion, à titre obligatoire, sont exercées par le nouvel établissement public sur l'ensemble de son périmètre ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5216-5 énonçant que la Communauté d'agglomération exerce de plein-droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière d'aménagement de l'espace communautaire, notamment plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale, et de développement économique ;

**VU** le code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-54 à L.153-59, L.300-1, L.300-6, R.104-8, et R.153-15,

**VU** le code de l'Environnement et notamment les articles L.121-15-1, L.121-18 et L.121-19,

**VU** le SCoT du bassin annécien approuvé le 26 février 2014 ;

**VU** l'arrêté Préfectoral n° PREF/DRCL/BCL-2016-0056 du 29 juillet 2016 portant fusion de la Communauté d'agglomération d'Annecy et des Communautés de communes du Pays d'Alby, du Pays de Fillière, de la Rive Gauche du lac d'Annecy et de la Tournette ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2018-0066 du 21 décembre 2018 approuvant les statuts du Grand Annecy ;

**VU** la modification n° 6 du PLU de Poisy approuvée le 14 novembre 2019,

**CONSIDERANT** que le projet de constructions de logements sur le site d'Eurovia revêt un caractère d'intérêt général en ce qu'il présente :

- La garantie d'assurer la diversité et la mixité sociale du logement sur la commune par la réalisation d'une part de logements locatifs aidés et de logements en bail réel solidaire ;
- La possibilité de transformer un site industriel, qui va être délocalisé en zone d'activité, en une opération de logements à proximité immédiate d'un groupe scolaire ;
- L'opération permettra de valoriser le paysage du secteur grâce à un projet architectural soigné ;
- La possibilité d'apaiser et de sécuriser la circulation du quartier en excluant les poids lourds qui le parcourent actuellement ;
- L'assurance de la pérennisation des services publics du secteur et notamment de la crèche et du groupe scolaire.

**CONSIDERANT** que le projet nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme pour les raisons suivantes :

- Nécessité de reclasser en zone Uc la parcelle AN186 actuellement classée en 2AU et concernée par le projet afin de permettre un projet d'ensemble sur la totalité du tènement utilisé par l'entreprise ;
- Mise en place d'une orientation d'aménagement ;
- Mise en place d'une servitude de mixité sociale ;
- Mise en place d'un périmètre au titre de l'article L151-28-2° pour majoration des règles de gabarit en cas de réalisation de logements aidés.

**CONSIDERANT** que la procédure de déclaration de projet est menée à l'initiative du Président du Grand Annecy ;

**CONSIDERANT** que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU prévoit la réalisation d'une réunion d'examen conjoint de l'État, du Grand Annecy, de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;

**CONSIDERANT** que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU nécessite la réalisation d'une enquête publique pendant une durée de un mois en mairie de Poisy et au siège du Grand Annecy, conformément à l'article L.153-55 du code de l'urbanisme ;

## **ARRETE**

**Article 1** : La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité n° 2 du plan local d'urbanisme de la commune de Poisy est engagée.

**Article 2** : La déclaration de projet porte sur la réalisation d'une opération de logements, en renouvellement urbain d'un site industriel et en vue de participer à la diversité et à la mixité sociale dans le quartier de Brassilly sur la commune de Poisy. Les objectifs poursuivis par cette procédure sont les suivants :

- Prise en compte de l'intérêt général du projet
- Adaptation réglementaire au regard notamment des caractéristiques propres au projet d'intérêt général

**Article 3** : Une réunion d'examen conjoint portant sur les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme sera organisée avec l'État, le Grand Annecy, la commune et les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme, avant la mise à l'enquête publique.

**Article 4** : La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU fera l'objet d'une enquête publique d'une durée d'un mois minimum conformément aux dispositions de l'article L.153-55 du code de l'urbanisme.

**Article 5** : A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le président ou son représentant, en présente le bilan au conseil communautaire qui en délibère et adopte le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité n° 2 du PLU éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par délibération motivée ;

**Article 6** : Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-22. Il sera affiché en mairie et au siège de l'EPCI pendant le délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et au recueil des actes administratifs du Grand Annecy. Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet.

**Article 7 :** Le présent arrêté peut être contesté :

- soit en saisissant le Tribunal Administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérecours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).
- soit par recours gracieux auprès du Président du Grand Annecy adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de 2 mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.

Fait à Annecy, le 18 FEV. 2020

Le Président,

Grand  
**Annecy**  
AGGLOMÉRATION

Jean-Luc RIGAUT.

